

L'enseignement, enjeu de la compétition sociale à Madagascar

Hugon P.

Formation et Développement

Paris : CIHEAM

Options Méditerranéennes; n. 21

1973

pages 83-87

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010541>

To cite this article / Pour citer cet article

Hugon P. **L'enseignement, enjeu de la compétition sociale à Madagascar.** *Formation et Développement*. Paris : CIHEAM, 1973. p. 83-87 (Options Méditerranéennes; n. 21)



<http://www.ciheam.org/>

<http://om.ciheam.org/>

Philippe HUGON
Maître de Conférences
à la Faculté de Droit
et des Sciences Économiques
de Madagascar

L'enseignement, enjeu de la compétition sociale à Madagascar

LA PROBLÉMATIQUE

A Madagascar il y a un décalage croissant entre la demande d'enseignement et les ressources financières et humaines permettant de la satisfaire, entre les élèves formés et les emplois créés. La machine scolaire tourne de plus en plus vite mais sans toujours embrayer sur le réel. Devant ce décalage entre investissement éducatif et investissement productif plusieurs voies paraissent possibles :

— *L'action par le marché* : le marché permet grâce au prix de l'enseignement d'exercer un rôle régulateur et constitue un filtre évitant une suraccumulation du capital intellectuel; actuellement l'enseignement privé payant, qui accueille le quart des élèves du primaire et les deux tiers des élèves du secondaire, joue partiellement ce rôle. Cette solution paraît cependant critiquable tant au point de vue social que du point de vue économique; ce sont les milieux les plus défavorisés qui fréquentent l'enseignement privé et le filtrage des élèves par l'enseignement payant conduit à des mesures sociales discriminatoires; les salaires qui déterminent la rentabilité de l'investissement intellectuel ne sont nullement le reflet de la productivité du travail mais constituent des indicateurs de niveau social. La régulation par le marché négligerait les effets redistributifs de l'enseignement et conduirait à une orientation massive des élèves dans des types de formation rémunératrices mais sans utilité productive.

— *L'action par l'adaptation des flux d'élèves aux structures évolutives de l'emploi* : l'allocation des ressources entre le système éducatif et le système productif peut être réalisée à partir des prévisions d'emploi par type de formation; selon cette optique, l'enseignement est une demande dérivée de la production, ce qui implique un système scolaire très sélectif.

En réalité, cette solution « technocratique » paraît irréaliste à Madagascar pour plusieurs raisons; elle présuppose en effet un pouvoir politique extrêmement fort, un appareil statistique très perfectionné et une connaissance de l'avenir à moyen ou long terme; elle néglige le fait que les véritables centres de décision dans le domaine de l'enseignement sont les cellules familiales qui recherchent par l'enseignement un certain statut social. En outre, freiner la scolarisation signifie

que les régions défavorisées le restent ou que les enfants des groupes privilégiés n'aillent pas à l'école, solutions toutes deux difficilement acceptables; elle convertit les emplois en besoins de formation en termes réels, avec référence aux prix, c'est-à-dire à la structure salariale; enfin l'ajustement de l'enseignement à l'emploi est envisagé de manière statique alors que ce sont des processus dynamiques; la formation ne concerne pas seulement l'emploi en début de carrière mais plus fondamentalement la perspective de faire carrière.

En fait l'enseignement n'exerce pas seulement des effets *productifs* mais plus fondamentalement des effets *redistributifs*; il est un moyen de maintenir ou d'acquiescer un statut social pour la cellule familiale qui se pérennise par ses enfants; pour les milieux défavorisés, l'enseignement constitue la seule chance d'ascension sociale; pour les milieux privilégiés, le coût de la régression sociale est très élevé; l'enseignement, enjeu de la compétition sociale est ainsi explosif.

LES LIAISONS ENSEIGNEMENT-EMPLOI

La structure salariale en tant que reflet de la structure hiérarchisée des rapports sociaux exerce un rôle déterminant dans les liaisons entre l'enseignement et l'emploi; elle influe sur :

— la durée et le type d'éducation choisis;

— le choix du métier et de la branche à la sortie du système scolaire et au cours de la vie active.

La véritable maîtrise du système scolaire par le pouvoir dépend ainsi, selon nous, d'une part de l'action sur des structures des revenus qui détermine quasi exclusivement les taux de rentabilité privée — en jouant tout à la fois sur les coûts et les revenus escomptés — et d'autre part de l'action sur le financement qui définit quelle doit être la part contributive des différents groupes sociaux.

Il paraît dès lors souhaitable d'analyser les *taux de rentabilité différentielle* des diverses formations afin de pouvoir comprendre la logique des comportements des agents; nous partons de l'hypothèse que, dans la mesure où l'enseignement est perçu par la quasi totalité des groupes sociaux

TABLEAU 1

Taux de rentabilité des diverses formations à Madagascar 1972 (Fmg)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	Traitement annuel	Durée de vie active	Traitement total sur vie active	Accroisse- ment du revenu	Proba- bilité d'avoir un em- ploi	Espérance du gain supplémentaire	Coût de l'élève formé		Taux de renta- bilité		Taux de renta- bilité
			$3 = 1 \times 2$			$6 = 4 \times 5$		$4 : 7$	%	$6 : 7$	%
a) Sans format. : début..... fin	20 000 20 000	50	1 000 000	—	0,1	1 000 000	—	—	—	—	—
(b) Niveau C.E.P.E. : salarié début fin	150 000 300 000	45	11 250 000	(b—a) 10 250 000	0,2	2 000 000	150 000	68,0	9,5	13,0	5,8
(c) Niveau B.E.P.C. début..... fin	250 000 500 000	45	16 800 000	(c—b) 4 550 000	0,2	1 000 000	425 000	10,7	4	2,3	1,8
(d) Niveau B.A.C. : début..... fin	380 000 800 000	40	24 000 000	(d—c) 7 200 000	0,5	3 600 000	800 000	9,0	5,5	4,5	3,75
(e) Niveau supér. : début..... fin	800 000 2 500 000	35	60 000 000	(e—d) 36 000 000	1	36 000 000	4 000 000	9,0	6,3	109,2	6,3

Les statistiques de revenus sont établies à partir des traitements de la fonction publique et de l'enquête emploi 1966.
L'espérance du gain supplémentaire (6) est égal à l'accroissement du revenu multiplié par la probabilité d'avoir un emploi.

comme le lieu privilégié de la compétition sociale, les comportements des agents sont « rationnels » et se réfèrent implicitement dans leurs décisions à des taux de rentabilité de l'investissement intellectuel.

Il paraît également souhaitable d'analyser les liaisons entre l'enseignement et l'emploi de manière *dynamique*, la formation est un processus long qui permet de s'adapter à des situations différentes et « de faire carrière »; l'emploi est caractérisé par la recherche d'une carrière et d'une filière; il existe des relations dynamiques entre ces deux processus.

A titre indicatif et malgré la faiblesse des sources statistiques disponibles nous avons calculé des taux de rentabilité différentiels selon des niveaux de formation (tableau 1).

Ces taux de rentabilité de l'investissement intellectuel ne constituent pas des critères de productivité, dans la mesure où le revenu est un indicateur de statut social, mais ils constituent des indicateurs satisfaisants des critères de décision dans le choix de la formation des élèves ou des parents.

Nous retiendrons comme indicateur de la *rentabilité* de l'enseignement le rapport

espérance du gain supplémentaire sur coût de l'élève formé; le numérateur est égal à l'accroissement de revenu touché durant la vie active grâce à la formation multipliée par la probabilité d'avoir un emploi; le dénominateur est égal au coût année élève multiplié par le nombre d'années élèves nécessaires pour obtenir un sortant.

Le *taux de rentabilité* est le taux d'escompte qui, appliqué à la somme des suppléments de revenus obtenus, rend cette somme égale aux dépenses totales engagées pour parvenir à ce résultat.

Nous voyons que le taux de rentabilité le plus fort est celui du supérieur (6,3 %), puis du C.E.P.E. (5,8 %).

Ces taux de rentabilité expliquent largement la dynamique du système scolaire. Le taux relativement élevé du C.E.P.E. conduit à une demande sociale forte pour l'enseignement du premier degré; même si un fils de paysan a une chance sur dix d'obtenir le Certificat d'Études et si un certifié sur cinq peut obtenir un emploi scolaire, il est rentable d'envoyer son enfant à l'école. En revanche, les taux de rentabilité sont faibles pour le B.E.P.C. et augmentent au fur et à mesure du déroulement de la scolarité; à ce niveau, les

cycles scolaires sont perçus comme un moyen de poursuivre des études beaucoup plus que comme un moyen de recevoir une formation permettant de trouver des emplois; l'afflux des élèves dans le premier cycle du deuxième degré s'explique moins par le taux de rentabilité de cette formation que par la possibilité d'accéder à un cycle supérieur.

En outre, les taux de rentabilité sont établis à partir des probabilités *objectives*: il est fort vraisemblable que dans de nombreux cas les probabilités *subjectives* sont plus élevées car les parents en milieu rural surestiment les chances qu'ont leurs enfants d'être certifiés salariés et les parents en milieu urbain surestiment les chances qu'ont leurs enfants d'être bacheliers ou diplômés du supérieur.

En réalité, dans une analyse plus fine, les taux de rentabilité devaient être *différenciés selon les groupes sociaux* en fonction des différences de probabilité objective et subjective. L'enseignement est un appareil de reproduction des rapports sociaux mais par la médiation des familles douées d'un comportement agissant.

LE COMPORTEMENT DES FAMILLES

Trois types de comportements peuvent être ainsi différenciés selon la place des groupes sociaux dans la hiérarchie sociale.

Les groupes situés *en bas de la hiérarchie* c'est-à-dire en milieu rural essentiellement, ont un niveau d'aspiration réduit; dans la mesure où le capital intellectuel est très faible, le coût d'élevage est peu onéreux et le rendement économique des enfants rapide; de plus l'éloignement des centres urbains rend le niveau d'aspiration scolaire très faible. Les familles vont réaliser un investissement extensif (nombre d'enfants) et non intensif (études des enfants). Enfin, il y a souvent refus de l'enseignement dispensé en rupture avec l'éducation traditionnelle; ainsi s'expliquent le refus de l'école du temps de la colonisation et les mesures administratives prises pour obliger l'enfant à aller à l'école. Le plus souvent l'école est acceptée afin qu'elle apprenne à lire et à écrire et rende les services dans la vie quotidienne et dans les relations avec l'extérieur; l'élève qui ne dépasse pas l'école primaire sera réintégré dans l'univers traditionnel. D'autres enfin acceptent que leurs enfants entrent grâce à l'école dans un monde étranger, accèdent à un savoir où priment les valeurs occidentales de l'efficacité et de l'individualisme et deviennent étrangers à la communauté villageoise.

Certains groupes *moyens*, urbains (ouvriers, commerçants, employés) vont envisager l'enseignement essentiellement comme un moyen pour leurs enfants d'atteindre un certain statut social alors que d'autres verront dans l'institution scolaire un moyen de redistribution ultérieure des revenus à la cellule familiale élargie.

Toutefois, au cours de la scolarité, de nombreux mécanismes de sélection sociale et scolaire vont jouer qui vont soit orienter l'essentiel de ces élèves dans des filières

« cul de sac », soit éliminer les élèves par examens ou concours, soit conduire à une auto élimination des élèves par suite d'une habitude de classe les conduisant à interioriser et à dévaloriser leur probabilité objective de réussite; en définitive la mobilité sociale existe partiellement à ce niveau mais demeure limitée. Ce groupe va alimenter un monde salarié et une petite bourgeoisie tertiaire urbaine en rupture avec le milieu rural, mais sans pouvoir accéder aux postes supérieurs de responsabilité.

Enfin les groupes situés *au sommet de la hiérarchie* vont chercher à conserver leurs statuts sociaux par un souci de différenciation, l'essentiel étant de conserver un différentiel entre l'actif intellectuel du groupe et les actifs intellectuels des classes montantes. Ils vont chercher par une politique d'élimination au cours des cycles à canaliser la pression sociale dans des types de formation cul de sac ou réaliser des investissements intellectuels défensifs. L'explosion scolaire conduit à une simple translation et non à une transformation de la hiérarchie sociale.

L'ENSEIGNEMENT ET LA REPRODUCTION DES RAPPORTS SOCIAUX (1)

L'enseignement peut être ainsi envisagé comme un sous-système en relation d'interdépendance avec le système social. L'enseignement notamment est un moyen d'acquiescer ou de maintenir un statut socio-économique pour la cellule familiale qui se pérennise par ses enfants. Il existe dans chaque cellule familiale un certain actif intellectuel qui dépend à la fois des connaissances et du milieu éducatif; la cellule familiale va chercher à amortir par l'enseignement cet actif intellectuel en chacun de ses enfants ou à réaliser un investissement net. Le rôle de l'actif intellectuel comme moyen de maintien ou de changement social dépend du différentiel existant entre les actifs.

L'origine sociale joue ainsi dans le processus de scolarisation à trois niveaux :

— à l'entrée du système d'enseignement l'élève a une certaine *éducabilité* qui dépend du milieu éducatif (probabilité *objective*), et un certain niveau d'aspiration qui dépend de l'horizon de son groupe d'appartenance (probabilité *subjective*);

— au cours du processus d'enseignement les valeurs transmises et les critères d'élimination reflètent la stratification sociale;

— à la sortie de l'école, l'élève doit s'intégrer dans la hiérarchie sociale et perpétuer les rôles de son groupe d'origine.

L'enseignement doit apparaître pour l'élève essentiellement comme un moyen de passage du statut d'origine au statut final. Conditionné par son milieu d'origine, l'élève est néanmoins doué d'un comportement partiellement autonome; l'école constitue notamment le passage d'un groupe primaire (la famille) caractérisé par des échanges affectifs à un groupe secondaire (l'école), système fonctionnant selon des

(1) Les données sont extraites de l'enquête effectuée par le Service d'orientation scolaire et professionnelle : *Étude des classes de 3^e*. Tananarive, mai 1970 (Étude à partir de 42 classes de 3^e dans 6 établissements publics d'enseignement général dont 2 C.E.G. (Antanimena, square Poincaré) et 4 Lycées (Jules Ferry, Gallieni, Moderne et Technique et Rabearivelo), 1418 élèves. L'enquête a touché pendant l'année 1970-71 la totalité des élèves de 3^e de l'enseignement public court et long (17 lycées, 59 C.E.G.); les 5 196 élèves touchés représentent 30,5 % des élèves de 3^e, 0,56 % des jeunes de 15 à 19 ans).

institutions propres. Il existe une relative autonomie de l'élève à l'égard de son milieu d'origine; l'élève enserré dans la trame sociale peut s'en extraire au prix d'efforts se traduisant pour lui par l'abandon d'un milieu sécurisant. De l'interdépendance entre capacité de l'élève et structure d'enseignement s'explique la logique de l'enseignement.

Le conditionnement des élèves.

Tout un faisceau de facteurs vont converger pour faire de l'élève le reflet de son milieu; parmi les facteurs qui vont jouer un rôle essentiel on peut différencier l'héritage culturel et l'héritage économique.

L'héritage culturel, « capital mental fait de savoirs, de savoir faire et de savoir dire », constitue un patrimoine essentiel inégalement réparti. L'enfant situé dans un milieu éducatif disposera de connaissances, d'informations et d'ouverture sur le monde très différentes de celles de l'enfant dont les parents sont analphabètes. Le milieu familial apporte un soutien logistique (répétitions, explications). L'héritage culturel va s'exercer notamment par l'intermédiaire de la structure de la langue parlée. Les enfants avant même d'entrer à l'école ont acquis inconsciemment un vocabulaire; si la structure de la langue familiale est très pauvre (cas des milieux peu intellectualisés) ou étrangère à celle de l'école (langue véhiculaire scolaire différente de la langue maternelle), l'enfant sera nécessairement handicapé.

Une enquête réalisée dans les lycées de Tananarive révèle le rôle de la langue parlée dans la réussite scolaire (tableau 2).

TABEAU 2
Pourcentage d'enfants selon la maîtrise du français chez les parents (Classe de Troisième)

	parlent couramment le français (%)	ne parlent pas du tout le français (%)
C.E.G.	27,3	14,5
Lycée Moderne et Technique .	27,2	17,9
Lycée Rabearivelo	30,9	13,4
Lycée Galliéni ..	50	6,5
Lycée Jules-Ferry	41,6	11,4

Deux faits peuvent être notés :

— la faible proportion en Troisième d'enfants dont les parents ne parlent pas le français;

— la relative forte proportion des enfants dont les parents parlent couramment le français dans les lycées généraux.

Les facteurs *psychosociaux*, aussi importants que les données culturelles et économiques vont tendre à faire de l'enfant le support des structures sociales. Les rapports sociaux résultent de la volonté consciente des groupes sociaux qui vont chercher à perpétuer leurs rôles ou à l'élever par l'intermédiaire de leurs enfants. Les études supérieures, par exemple, qui constituent pour les enfants des classes aisées une voie normale sans risque (en cas d'échec le réseau des relations familiales assurera la réintégration de l'étudiant), représentent au contraire pour les familles ne disposant pas de ce réseau un risque qui ne peut être pris que dans des conditions très limitées.

La sélection scolaire.

Le système scolaire va jouer également comme un facteur de stratification sociale; l'enseignement est organisé en deux réseaux parallèles; au niveau du primaire il y a d'une part le réseau des écoles conventionnées et des écoles à cycle complet et d'autre part des écoles primaires publiques de cycle traditionnel, des écoles privées et des écoles du premier cycle communal.

Au cours de la scolarisation du premier degré et lors des divers examens, la dichotomie du système conduit à des éliminations des élèves des milieux modestes; cette élimination est particulièrement forte à l'examen d'entrée en sixième; les élèves s'orientent alors dans un enseignement secondaire organisé en double réseaux : d'une part les C.E.G. privés, les CET et les CEG publics, d'autre part les Lycées, les Écoles confessionnelles privées et les lycées techniques. Le premier réseau conduit principalement à un niveau Troisième, alors que le second mène au niveau du deuxième cycle du secondaire et du supérieur.

L'origine sociale.

Ces différents facteurs vont expliquer les différences d'*origine sociale* que l'on peut constater au niveau de la Troisième. Ils vont expliquer également les différences régionales; en 1970, les effectifs de la province de Tananarive représentaient 26 % des effectifs primaires, 40 % du C.E.P.E., 48 % du B.E.P.C., 72,8 % du B.A.C., et plus de 90 % des effectifs inscrits à l'Université.

Selon l'enquête (1) réalisée en 1971 auprès de 5 196 élèves des classes de Troisième des C.E.G. et des Lycées de Madagascar, les origines sociales différaient sensiblement entre les C.E.G. et les lycées (tableau 3). Les enfants du cultivateur qui représentaient 41 % des effectifs des C.E.G. ne représentaient que 13,6 % de ceux des Lycées pour une moyenne nationale de 26,8 %, les enfants de cadres supérieurs et des cadres moyens des C.E.G.

représentant 18,6 % des effectifs contre 40,5 % pour ceux des Lycées. Les deux filières d'enseignement reproduisent la stratification sociale.

TABEAU 3
Origines des élèves en Troisième

	%	C.E.G	Lycées
Cadres supérieurs	9,1	3,9	14,0
Cadres moyens	20,7	14,7	26,5
Employés	13,4	10,6	16,8
Cultivateurs ...	26,8	41,0	13,6
Artisans	5,9	4,8	6,9
Commerçants ..	5,1	4,4	6,7
Autres salariés .	2,2	2,2	1,4
Divers	16,8	18,4	14,9
	100	100	100

On peut donc retenir les deux conclusions :

— les élèves des Lycées sont originaires de la grande et moyenne bourgeoisie alors que les élèves des C.E.G. sont originaires de la moyenne bourgeoisie urbaine et de milieux ruraux;

— les élèves originaires de milieux salariés représentent 43 % des effectifs alors que les effectifs salariés représentent 10 % de la population active.

Si l'on reporte les effectifs scolarisés à l'ensemble de la population salariée on peut constater que les fils de cultivateurs représentent moins de 30 % des effectifs scolarisés alors que les cultivateurs représentent plus de 80 % de la population active et que les enfants de cadres moyens et supérieurs représentent 30 % des effectifs alors que ceux-ci représentent moins de 3 % de la population active.

Les aspirations des élèves.

Selon l'enquête effectuée en Troisième, les aspirations *scolaires* des élèves peuvent s'établir ainsi :

— 96 % des élèves souhaitent poursuivre des études;

— 80,4 % des élèves envisagent une prolongation de leur scolarité pendant 4-5 ans ou plus (alors que les élèves de plus de 18 ans représentent la moitié des effectifs).

— A Tananarive, deux tiers choisissent les études générales contre un tiers les études professionnelles alors que pour Madagascar les proportions sont de 42 % contre 54 %.

Ainsi, d'une part le niveau d'aspiration est-il très élevé puisque moins de 10 % des élèves envisagent le B.E.P.C. comme fin d'études, d'autre part, l'enseignement gén-

(1) Service d'informations et d'orientations scolaires et professionnelles. Les élèves de 3^e, 1971-1972, 163 pages.

ral attire l'essentiel des élèves de Tananarive et 42 % pour l'ensemble de Madagascar.

L'école est perçue comme une institution à part situant les élèves haut dans la hiérarchie; une différence notable apparaît entre les C.E.G. et les Lycées; les élèves des classes populaires (C.E.G.) se réfèrent dans leurs choix scolaires et professionnels inconsciemment aux chances objectives qu'ils ont de mener à terme leurs études, d'où un processus d'auto-élimination alors que les niveaux d'aspiration des lycéens restent très élevés.

Les aspirations *professionnelles* ont pu être décelées lors de la même enquête. A la question « si rien ne venait s'opposer à vos désirs, quel métier voudriez-vous exercer? » les élèves se sont répartis de façon à donner à l'enseignement et à la médecine 57 % des réponses (tableau 4).

TABLEAU 4

Aspirations professionnelles en Troisième (Tananarive)

	Garçons (%)	Filles (%)	Total
Médecine	19,89	39,97	24,5
Enseignement ..	11,69	29,75	33,2
Technique	31,58	8,12	13,0
Commerce	6,97	4,18	4,9
Agriculture	6,98	3,93	10,3
Magistrature ...	3,31	3,66	1,6
Pilote	6,98		3,4
Hôtesse		3,27	

Les aspirations concernant le *salaire* ont pu être déterminées par la question « en supposant que le niveau des salaires ne change pas, quelle somme voudriez-vous gagner par mois? dont les réponses sont portées dans le tableau 5.

TABLEAU 5

Aspirations de revenus (F.M.G.) (Tananarive)

	Garçons (%)	Filles (%)
15-20 000	1	1,8
20-30 000	2,5	8
30-45 000	1,7	27,2
45-65 000	28,1	31,4
Plus de 65 000 ...	51,2	31,3

Le métier de fonctionnaire est, en lui-même fort peu choisi mais l'ensemble des métiers choisis s'exercent dans la fonction publique. Le métier d'enseignement est surtout choisi par les élèves de C.E.G.; il semble que ce métier apparaisse pour

les milieux modestes comme le premier moyen de promotion. D'une manière générale pour les élèves de C.E.G. d'origine plus modeste, les niveaux d'aspirations sont également modestes.

Ainsi les rémunérations souhaitées sont d'une part très élevées et d'autre part cohérentes avec le niveau des choix professionnels, toutefois le niveau d'aspiration est sans commune mesure avec le niveau réel d'intégration. Actuellement, aucun débutant titulaire d'un C.A.P. ne peut espérer gagner plus de 15 000 FMG; les deux premiers groupes de 15 à 30 000 FMG correspondent au salaire de nombreux professionnels formés en 2 à 3 ans à partir de la Troisième. En outre, les élèves se situent socialement pour justifier leurs choix professionnels et individuellement pour justifier leurs choix scolaires.

Ainsi s'explique le comportement des familles; celles-ci perçoivent la formation comme un moyen pour l'enfant d'acquérir un statut socio-économique qui conduira éventuellement à une redistribution des revenus à la cellule familiale au sens large; l'école, perçue comme un moyen de promotion individuelle, constitue pour les enfants du milieu rural la seule chance réelle d'atteindre un certain statut social, d'où une orientation massive dans les disciplines littéraires, même si les chances de réussite sont très faibles; d'un refus de tout « enseignement au rabais » et une orientation massive des élèves dans les branches où les espoirs de débouchés sont faibles, mais où le statut social est élevé. Un flux croissant d'élèves risque de ne pas trouver d'emplois alors que le développement réclame à tous les niveaux de l'économie des travailleurs qualifiés, des cadres moyens et supérieurs, des chefs d'entreprise. L'appareil éducatif ne forme pas toujours la main-d'œuvre nécessaire au développement. L'enseignement a répondu à une logique propre lors de l'indépendance puisqu'il fallait former les cadres administratifs permettant d'assurer le fonctionnement d'un État indépendant, mais aujourd'hui un seuil est atteint : l'école reste perçue comme un moyen d'atteindre un poste de responsabilité alors que ces postes se raréfient; il y a ainsi un décalage croissant entre le *niveau d'aspiration des familles* et le *niveau vraisemblable d'intégration*. Il en résulte une crise profonde du système éducatif qui explique en partie à Madagascar les événements de mai 1972.

